

GE_GERICHTE ATA/416/2016 vom 24. Mai 2016

GE Cour de justice, 2016-05-24, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_416_2016

FR: GE_GERICHTE ATA/416/2016 du 24 mai 2016

IT: GE_GERICHTE ATA/416/2016 del 24 maggio 2016

Regeste

Résumé: Confirmation par la chambre administrative d'un arrêt du TAPI imputant à la recourante une violation qualifiée de ses devoirs de diligence et de surveillance. En sa qualité de directeur des travaux, elle assumait en particulier la gestion des eaux du chantier à l'origine de la pollution.

Erwägungen

E. 12

septembre 1985 - LPA - E 5 10). 2)

La recourante sollicite l'audition d'un représentant de K_____ afin de, selon elle, pallier la constatation incomplète et inexacte des faits effectuée par le TAPI. K_____ avait exécuté les travaux de forage et elle devait être entendue concernant le choix de la méthode de jetting, respectivement concernant les plans d'ingénieurs établis, y compris concernant le problème spécifique de l'étanchéité et des défauts d'étanchéité du système mis en place.

a. Tel que garanti par les art. 29 al. 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. - RS 101) et 6 § 1 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (CEDH - RS 0.101), qui n'a pas de portée différente dans ce contexte, le droit d'être entendu comprend, notamment, le droit pour l'intéressé de produire des preuves pertinentes, d'obtenir qu'il soit donné suite à ses offres de preuves pertinentes, de participer à l'administration des preuves essentielles ou à tout le moins de s'exprimer sur son résultat, lorsque cela est de nature à influencer sur la décision à rendre. Le droit de faire administrer des preuves n'empêche cependant pas le juge de renoncer à l'administration de certaines preuves offertes et de procéder à une appréciation anticipée de ces dernières, en particulier s'il acquiert

- 13/23 - A/3133/2013 la certitude que celles-ci ne l'amèneront pas à modifier son opinion (ATA/157/2016 du 23 février 2016 consid. 3a et les nombreux arrêts cités).

b. Outre que, contrairement à ce que soutient la recourante, le TAPI n'a pas procédé à une constatation incomplète ou inexacte des faits pertinents (infra consid. 3), toutes les explications utiles relatives à la méthode du jetting, à ses défauts, aux risques qu'elle comporte ou encore aux problèmes rencontrés pendant le chantier figurent au dossier. S'il n'est pas contesté, s'agissant en particulier de la première pollution, qu'elle trouve son origine dans une succession d'événements, à savoir notamment l'infiltration des eaux de nappe par les parties non jointives de l'enceinte de fouille réalisée par jetting, puis le contact de ces eaux avec les terrassements en cours de réalisation, entraînant au passage un lessivage du coulis de ciment utilisé lors du jetting, les éventuelles explications complémentaires que pourrait apporter ce témoin ne sont pas de nature à modifier l'opinion de la chambre de céans concernant l'origine des pollutions, la responsabilité de la

recourante dans celles-ci ou encore le défaut de surveillance qui lui incombait seront développés ci-après.

c. La chambre de céans dispose par ailleurs d'un dossier complet, comprenant notamment les nombreux actes d'instruction ordonnés par le TAPI. La recourante a, à de multiples reprises, eu l'occasion de faire valoir son point de vue, en particulier s'agissant de la méthode de jetting. Il ne sera ainsi pas donné suite à sa demande d'audition de témoin. 3)

La recourante fait tout d'abord grief au TAPI d'avoir procédé à une constatation incomplète et inexacte des faits. Elle lui reproche de ne pas avoir approfondi la problématique du choix de la méthode de jetting sans mise en place d'un système d'étanchéité pour éviter la dispersion de particules de béton dans les sols et de ses conséquences sur la gestion des eaux du chantier.

a. Il ressort du jugement du 26 août 2015 que le TAPI a traité de manière précise la question du jetting. Dans la partie en fait dudit jugement, il a en effet détaillé le rapport rendu par J_____, lequel décrit cette méthode et son lien avec les pollutions (ch. 33), et correctement présenté la façon dont la DGEau avait tenu compte de la conception des fondations décidée par B_____ (ch. 34). Le TAPI a par ailleurs exposé les audiences d'interrogatoire des parties et des témoins de manière complète et fait état des réponses et commentaires des personnes entendues précisément sur la question du jetting, l'importance de cette question n'ayant manifestement pas échappé à son juge délégué (ch. 39 et 48). Il a aussi repris les arguments des parties à propos de cette méthode, notamment ceux développés par la recourante (ch. 51 et 55). Dans la partie en droit de son jugement, le TAPI a examiné la question du jetting (consid. 3 et 4b), pour en tirer la conséquence que la responsabilité, sinon l'origine des pollutions ne devait pas être recherchée dans le procédé utilisé pour la création de l'enceinte de fouille, ni

- 14/23 - A/3133/2013 même dans les défauts dont cette enceinte avait souffert, mais qu'il convenait plutôt d'examiner qui avait la responsabilité de la gestion des eaux de chantier.

b. Ainsi, et contrairement à ce que soutient la recourante, les faits pertinents ont été correctement établis et constatés et ce grief sera en conséquence écarté. Reste à examiner la conformité au droit du jugement du TAPI. 4)

La recourante fait grief au TAPI d'avoir violé le principe de l'interdiction de l'arbitraire dans l'application des art. 2 et 59 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement du 7 octobre 1983 (LPE - RS 814.01) et des art. 3a et 54 de la loi fédérale sur la protection des eaux du 24 janvier 1991 (LEaux - RS 814.20).

La recourante se plaint en réalité d'une mauvaise application des dispositions de droit fédéral précitées. 5)

La LPE a pour but de protéger les hommes, les animaux et les plantes, leurs biocénoses et leurs biotopes contre les atteintes nuisibles ou incommodantes, et de conserver durablement les ressources naturelles, en particulier la diversité biologique et la fertilité du sol (art. 1 al. 1). À teneur de l'art. 2 LPE, auquel se réfère la recourante, celui qui est à l'origine d'une mesure prescrite par cette loi en supporte les frais. Quant à l'art 59 LPE, il prévoit que les frais provoqués par des mesures que les autorités prennent pour empêcher une atteinte imminente, ainsi que pour en déterminer l'existence et y remédier, sont mis à la charge de celui qui en est la cause.

La LEaux a pour but de protéger les eaux contre toute atteinte nuisible (art. 1 al. 1). Elle s'applique aux eaux superficielles et souterraines (art. 2). Selon l'art. 3 LEaux, chacun doit s'employer à empêcher toute atteinte nuisible aux eaux en y mettant la diligence qu'exigent les circonstances. Selon l'art. 3a LEaux évoqué par la recourante, celui qui est à l'origine d'une mesure prescrite par cette loi en supporte les frais. Pour sa part, l'art. 54 LEaux prévoit que les coûts résultant des mesures prises par l'autorité pour prévenir un danger imminent pour les eaux, pour établir un constat et pour réparer les dommages sont à la charge de celui qui a provoqué ces interventions. 6)

Ni la LPE ni la LEaux ne définissent la personne à l'origine de l'assainissement. La jurisprudence fédérale a largement recouru à la notion de perturbateur par situation ou par comportement. Doit être considérée comme une perturbatrice la personne qui crée un dommage ou un danger en raison de son propre comportement ou de celui d'un tiers placé sous sa responsabilité (perturbateur par comportement), mais aussi la personne qui dispose de la maîtrise effective ou juridique de la chose ayant provoqué la situation contraire à l'ordre public (perturbateur par situation) (ATA/1333/2015 du 15 décembre 2015 consid. 3f et les arrêts cités ; ATA/451/2011 du 26 juillet 2011 consid. 5a).

- 15/23 - A/3133/2013

En cas de pluralité de perturbateurs, la répartition des frais est ordonnée en tenant compte de toutes les circonstances objectives et subjectives, par une application analogique des principes généraux énoncés à l'art. 51 de la loi fédérale complétant le Code civil suisse du 30 mars 1911 (Livre cinquième : Droit des obligations - CO - RS 220).

La causalité naturelle ne suffit pas à attribuer la qualité de perturbateur et donc l'obligation de payer les frais qui découlent de l'assainissement. Dans le cadre des art. 59 LPE et 54 LEaux, la jurisprudence a posé l'exigence de l'immédiateté (ATA/451/2011 précité consid. 5c).

L'existence d'un lien de causalité est une question de fait qui doit être tranchée en appliquant la règle du degré de vraisemblance prépondérante ; celle-là s'applique dans les cas où une preuve matérielle directe et absolue ne peut être rapportée en raison de la nature de la chose ou de l'écoulement du temps, notamment. Cette règle signifie que si le juge ne peut se fonder sur une simple possibilité, il peut néanmoins considérer comme établie une causalité correspondant à une probabilité suffisante. Cette causalité naturelle n'est en revanche pas donnée lorsque d'autres circonstances que celles invoquées apparaissent prépondérantes ou font sérieusement douter du caractère déterminant de la cause invoquée (ATF 119 Ib 334 consid. 3c p. 342 ; arrêt du Tribunal fédéral 1A.250/2005 du 14 décembre 2006 et les références citées).

Si plusieurs intervenants sont responsables en application des principes susmentionnés, une clef de répartition doit être fixée.

Une même décision doit donc être rendue concernant toutes les parties. De la part de responsabilité de l'un dépend celle de l'autre (ATA/451/2011 précité consid. 6). 7)

S'agissant de la pollution du 7 novembre 2011, la recourante soutient tout d'abord que le raisonnement et le jugement du TAPI contredisent de manière évidente l'état de fait. L'instruction du dossier aurait, selon elle, clairement démontré que B _____ avait conservé le mandat relatif à la protection de l'environnement et à la gestion des eaux, sans aucune délégation à elle-même.

a. La recourante relève tout d'abord que le contrat de mandat du 16 juillet 2010 consistait en la planification générale et le contrôle des délais, la direction des travaux et le suivi de chantier, le contrôle des factures, les mises en service, la direction des travaux de garantie et le contrôle des factures finales. Elle en tire pour conséquence que les prestations relatives aux déchets et à la protection des eaux n'étaient pas comprises dans ce mandat.

b. Elle s'appuie ensuite sur le document intitulé « État des lieux du projet au 28 juillet 2010 ». Il y est mentionné que d'importants travaux des nouveaux

- 16/23 - A/3133/2013 collecteurs municipaux étaient prévus de février à septembre 2011 et qu'ils seraient gérés par C_____, laquelle devait également réaliser un suivi environnemental des chantiers du secteur.

c. Elle fait par ailleurs référence au manuel, d'où il ressort que la gestion des eaux, la protection des sols et la gestion des déchets relèvent de BEA SA, un de ses employés étant la personne de contact pour chacun de ces domaines.

d. La recourante relève ensuite que lorsque son directeur, M. D_____, était intervenu sur le chantier en relation avec la gestion des eaux, il n'était pas intervenu au nom de A_____, mais pour B_____. Pour preuve, une adresse électronique au nom de M. D_____ avait été créée chez B_____, adresse à laquelle il avait reçu de nombreux courriels entre août 2010 et mars 2012.

e. Les auditions des témoins devant le TAPI confirmaient que B_____ était chargée de la gestion des eaux du chantier. Un inspecteur de la protection de l'eau avait déclaré le 16 mai 2014 que « l'entité responsable à [ses] yeux était B_____ sous la signature de M. D_____, se présentant comme direction des travaux ». Pour ce témoin, M. D_____ « était pour [lui] un représentant de B_____ ». L'administrateur-président d'une société mandatée par B_____ aux fins d'une étude des bassins de rétention des eaux pluviales avait déclaré, lors de l'audience du 19 mars 2015, se souvenir « d'y avoir vu aussi M. D_____. En fait c'était lui qui assurait la direction des travaux et dès lors c'était " le grand chef " ».

Par ailleurs, lors des réunions de chantier, M. D_____ n'était pas apparu comme un représentant de A_____, mais de B_____. S'agissant de la gestion des eaux, les autorités avaient par ailleurs à plusieurs reprises communiqué directement avec B_____ et particulièrement avec son directeur. 8) a. S'agissant tout d'abord du contrat du mandat du 16 juillet 2010, si ce document indique clairement que la recourante devait assurer la direction des travaux et qu'il renvoie aux normes SIA en son chiffre 6 (tâches des différents intervenants), il ne dit en revanche rien s'agissant de la responsabilité de la gestion des eaux de chantier.

b. Pour ce qui concerne l'« État des lieux du projet au 28 juillet 2010 », la référence faite aux tâches dévolues à C_____ ne renseigne pas sur la responsabilité de la gestion des eaux du chantier, ce document étant muet sur ce point.

c. À propos du manuel, la recourante souligne avec raison qu'il désignait B_____ comme devant assumer la gestion des eaux, la protection des sols et la gestion des déchets. Elle ne relève toutefois pas que le TAPI a, dans son jugement

- 17/23 - A/3133/2013 litigieux, déjà répondu à son argument en mettant en évidence que, si le manuel désignait bien B_____ comme assumant la gestion des eaux, il désignait B_____ comme devant également assumer la direction des travaux, tâche dont il n'est pourtant pas contesté qu'elle relevait de la recourante. Si on ne comprend pas pourquoi ce

manuel, daté du 27 août 2010 et donc postérieur au mandat du

E. 16

juillet 2010, désignait B_____ comme devant assumer l'une et l'autre de ces tâches, le TAPI y a vu, à juste titre, un indice supplémentaire permettant d'affirmer que ces deux tâches étaient liées.

Dans son recours devant la chambre de céans, la recourante n'a d'ailleurs pas contredit le TAPI puisqu'elle a expliqué, s'agissant du manuel, qu'il avait été conçu en tant que guide de mise en œuvre dont le but était de présenter une vue d'ensemble des mesures environnementales à appliquer par les entreprises chargées de l'exécution et « par les intervenants en charge de la direction des travaux ». Ce faisant, elle a démontré elle-même le lien existant entre la direction des travaux, dont elle ne nie pas avoir eu la charge, et les mesures environnementales, en particulier la gestion des eaux.

La recourante relève enfin que, si elle avait été mandatée pour la gestion des eaux, le manuel en aurait fait mention. Ce faisant, elle n'explique toutefois toujours pas pourquoi seule la direction des travaux et non la gestion des eaux lui aurait effectivement été transférée alors que l'une et l'autre de ces tâches relevaient, selon le manuel, de B_____.

d. La recourante prétend ensuite que son directeur serait intervenu non pour son compte, mais pour celui de B_____. Pour preuves, son adresse électronique auprès de cette entreprise et le fait qu'il avait été reconnu par plusieurs personnes comme intervenant pour le compte de B_____. La recourante n'indique toutefois pas à quel titre son directeur serait intervenu pour le compte de B_____, cette dernière expliquant de manière convaincante dans sa réponse du 3 novembre 2015 devant la chambre de céans que l'adresse électronique en question avait été créée à la demande du maître d'ouvrage, pour lui permettre de n'avoir qu'un seul interlocuteur tant pour la direction architecturale que pour la direction des travaux. 9)

Les arguments de la recourante examinés ci-dessus, d'ailleurs largement repris de ceux qu'elle avait déjà développés devant le TAPI, ne répondent en réalité pas aux constats et conclusions qui permettent au TAPI de fonder son jugement litigieux. Pour démontrer la responsabilité de la recourante dans la gestion des eaux du chantier, le TAPI s'est appuyé sur les éléments suivants :

a. En premier lieu, le TAPI s'est référé aux usages, en l'espèce à la norme SIA 431, laquelle prévoit, entre autres, que les responsables de la direction des travaux ont pour tâches le contrôle du bien-fondé des bases et des hypothèses admises dans le plan d'évacuation des eaux ou encore le contrôle et la mise en œuvre du traitement et du déversement, respectivement de l'évacuation correcte

- 18/23 - A/3133/2013 des eaux (ch. 6 3). Cette référence est explicite et, dès lors qu'elle assumait la direction des travaux, la recourante ne peut simplement prétendre, comme elle le fait dans son recours devant la chambre de céans, qu'elle ne serait pas « visée » par la norme SIA 431. Elle ne démontre en particulier pas qu'elle aurait transféré une partie de la direction des travaux, par exemple la gestion des eaux, à un tiers.

b. Le TAPI s'est ensuite appuyé sur les faits de la cause pour démontrer que la recourante avait concrètement assumé la gestion des eaux du chantier. Il a ainsi montré que, quand bien même son directeur avait une adresse électronique auprès de B_____, il était intervenu à de nombreuses reprises dans des questions relevant de la gestion des eaux du chantier.

Ainsi, et la recourante ne le conteste pas, M. D_____ et un inspecteur de la PE ont échangé des courriels portant sur le traitement, l'évacuation et le contrôle de la qualité des eaux de chantier les 14 octobre et 1er novembre 2010. Par la suite, les 30 novembre et 12 décembre 2011, le directeur de la recourante a reçu, certes à son adresse auprès de B_____, des rapports d'analyse des eaux de chantier. Il est également établi, sans que la recourante ne le conteste, que son directeur a participé à des réunions relatives à la première pollution les 5 décembre 2011 et 18 janvier 2012. Par ailleurs, plusieurs témoignages sont venus confirmer son rôle dans la gestion des eaux du chantier, notamment celui de l'inspecteur de la PE pour lequel, jusqu'à la seconde pollution, M. D_____ était son interlocuteur principal concernant les eaux de chantier.

c. Enfin, devant la chambre de céans, la recourante n'a toujours pas été en mesure d'apporter la preuve, suite à la demande formulée par le juge délégué du TAPI dans son ordonnance préparatoire du 30 octobre 2014, que de l'automne 2010 au 29 février 2012, son directeur ou elle-même seraient intervenus pour indiquer à la PE, voire à B_____, qu'ils n'étaient pas chargés ou n'entendaient pas se charger de la gestion des eaux du chantier.

d. Au vu de ce qui précède, force est de constater que la recourante a échoué à démontrer que la gestion des eaux du chantier ne lui incombait pas. 10) S'agissant toujours de la première pollution du 7 novembre 2011, la recourante revient sur la question de la méthode de jetting, laquelle aurait joué un rôle dans la pollution.

À la lecture de ses écritures, il est toutefois difficile de comprendre quel rôle précis elle entend attribuer à la méthode de jetting dans la pollution. Dans son écriture au TAPI du 4 mai 2015, elle a en effet soutenu que les causes de la pollution provenaient « majoritairement », mais non exclusivement, du procédé de jetting. Dans son recours du 30 septembre 2015, elle a cette fois exposé qu'il était « patent que le choix du système de forage utilisé a joué un rôle essentiel dans la pollution des eaux du H_____ » (p. 6 du recours). Or, le terme essentiel n'a pas pour synonyme le terme unique. Plus loin, elle a indiqué que ladite méthode était

- 19/23 - A/3133/2013 « la cause première » de la pollution du 7 novembre 2011 (p. 20 du recours), avant d'affirmer que la méthode en question était « la cause première/unique » de cette première pollution. Elle a finalement été moins catégorique, puisqu'elle a estimé ensuite que le jetting était « la cause directe » de la pollution (p. 24 du recours). Il découle ainsi de ses propres écritures, que la recourante ne semble elle-même pas convaincue par le fait que la méthode de jetting, telle qu'elle a été utilisée sur le chantier, ait été la seule et unique cause de la première pollution.

Quelles que puissent être les hésitations de la recourante, dans son jugement le TAPI a retenu que la pollution trouvait son origine dans une succession d'événements. D'ailleurs, il n'a pas imputé à la seule recourante la responsabilité de la pollution du 7 novembre 2011, B_____ devant prendre à sa charge 40 % des frais. Il a toutefois été démontré, sans que la recourante parvienne à prouver le contraire, qu'elle assumait la direction des travaux et que, partant, elle assumait la gestion des eaux du chantier comme cela découlait des usages et des éléments de fait du dossier. À ce titre, toujours comme l'a retenu le TAPI, elle doit assumer sa part de responsabilité dans la première pollution qui a résulté notamment d'une insuffisance de surveillance et d'analyses régulières de sa part, sa tâche consistant, en tant que direction des travaux, à veiller à ce que toutes les eaux s'écoulant du chantier soient traitées conformément à la norme SIA 431 précitée (en particulier le ch. 2 3, traitant de la

nécessité d'élaborer un plan d'évacuation des eaux, ou le ch. 5 2, traitant de l'évacuation des eaux de chantier et de la nécessité d'épurer les eaux alcalines). 11) S'agissant de la seconde pollution du 29 février 2012, la recourante reprend tout d'abord son argumentation s'agissant de l'influence de la méthode de jetting. Il a déjà été répondu à ces arguments ci-dessus.

a. Pour le reste, elle considère que le fait que M. D. _____ ait ôté la « pétufle » obstruant le réseau de drainage situé au regard n° 302 le 24 février 2012 ne pouvait être considéré comme la cause directe et unique de ladite pollution. Selon elle, il avait agi de bonne foi, sur requête formulée par un ingénieur-conseil de C. _____, afin de permettre à l'entreprise de génie civil d'effectuer des travaux. Un inspecteur de la PE et une entreprise spécialisée avaient en outre donné leur accord.

b. La recourante reprend les arguments qu'elle avait déjà développés devant le TAPI. Elle oublie que ce dernier a, dans son jugement, insisté sur le fait que la cause de la seconde pollution ne consistait pas de manière immédiate dans le fait d'avoir ôté la « pétufle » qui obstruait le regard n° 302, la pollution ayant eu lieu quelques jours plus tard. Si la « pétufle » avait été remise en place immédiatement après le contrôle, la seconde pollution n'aurait pas eu lieu. La cause de cette seconde pollution résidait en réalité dans le fait que la recourante avait considéré pouvoir retirer définitivement cette « pétufle » ainsi que les installations de traitement des eaux. Devant la chambre de céans, la recourante n'a pas contesté le

- 20/23 - A/3133/2013 jugement du TAPI sur ce point. Elle n'indique ni ne démontre avoir reçu l'autorisation de retirer définitivement la « pétufle » et les installations de traitement des eaux. Au contraire, elle reconnaît, dans son recours du 30 septembre 2015, sa part de responsabilité dans cette seconde pollution pour avoir « mis hors service les installations de traitement des eaux ».

c. Devant la chambre de céans, la recourante ne conteste aucun des éléments de fait, fondés sur des documents et pièces qui ont été versés à la procédure et qui ont permis au TAPI de fonder sa position s'agissant de cette seconde pollution. Ainsi, elle ne conteste pas que dans un courriel du 5 mars 2012 adressé à B. _____, son directeur, M. D. _____, a donné lui-même des instructions pour la mise hors service des installations de traitement des eaux. Confronté à ce courriel lors de l'audience du 16 mai 2014, le précité avait déclaré ne pas se souvenir avoir donné ces instructions et avait précisé qu'il n'avait sûrement pas pris seul de telles décisions. La recourante ne conteste pas que, comme l'a retenu le TAPI, elle n'a jamais été en mesure de démontrer l'implication d'autres personnes dans ces décisions.

d. La recourante n'apporte aucun élément qui permettrait de contredire le TAPI lorsque ce dernier démontre que la consigne consistant à obtenir l'accord exprès de la PE avant toute mise hors service de ces installations avait été donnée et répétée lors des différents rendez-vous de chantier qui ont eu lieu suite à la première pollution, consigne qui ressort des procès-verbaux des réunions versés à la procédure. 12) En retenant que la recourante avait fautivement violé les art. 2 et 59 LPE, et les art. 3a et 54 LEaux, le TAPI n'a ainsi pas fait preuve d'arbitraire. Cette conclusion s'impose d'autant que le TAPI n'a pas fait porter l'entier des responsabilités à la seule recourante, mais qu'il a reconnu, dans une moindre mesure, les erreurs commises par B. _____, laquelle devra supporter les frais d'intervention de la PE à hauteur de 40 % pour la première pollution et à hauteur de 20 % pour la seconde. Ce grief sera ainsi écarté. 13) La recourante conteste enfin l'amende administrative de CHF

2'000.- qui lui a été infligée.

a. Selon l'art. 122 de la loi sur les eaux du 5 juillet 1961 (LEaux-GE - L 2 05), est passible d'une amende administrative de CHF 100.- à CHF 60'000.- tout contrevenant à cette loi, aux règlements et arrêtés édictés en vertu de cette loi ou aux ordres donnés par l'autorité compétente (al. 1 let. a à c). Il est tenu compte, dans la fixation de l'amende, du degré de gravité de l'infraction (al. 3).

b. Les amendes administratives prévues par les législations cantonales sont de nature pénale, car aucun critère ne permet de les distinguer clairement des contraventions pour lesquelles la compétence administrative de première instance

- 21/23 - A/3133/2013 peut au demeurant aussi exister. C'est dire que la quotité de la sanction administrative doit être fixée en tenant compte des principes généraux régissant le droit pénal (ATA/163/2014 du 18 mars 2014 ; ATA/61/2014 du 4 février 2014 ; ATA/74/2013 du 6 février 2013 ; Pierre MOOR, Droit administratif : les actes administratifs et leur contrôle, vol. 2, Berne 2002, ch. 1.4.5.5, p. 139 ss).

En vertu de l'art. 1 let. a de la loi pénale genevoise du 17 novembre 2006 (LPG - E 4 05), les dispositions de la partie générale du code pénal suisse du

E. 21

décembre 1937 (CP - RS 311.0) s'appliquent à titre de droit cantonal supplétif, sous réserve de celles qui concernent exclusivement le juge pénal (comme notamment les art. 34 ss, 42 ss, 56 ss, 74 ss, 106 al. 2 et 3 et 107 CP ; ATA/163/2014 précité ; ATA/61/2014 précité ; ATA/74/2013 précité ; ATA/71/2012 du 31 janvier 2012 ; Pierre MOOR, op. cit., p. 141).

Il est ainsi nécessaire que le contrevenant ait commis une faute, fût-ce sous la forme d'une simple négligence (Ulrich HÄFELIN/Georg MÜLLER/Felix UHLMANN, Allgemeines Verwaltungsrecht, 6ème éd., 2006, p. 252 n. 1179). Selon la jurisprudence constante, l'administration doit faire preuve de sévérité afin d'assurer le respect de la loi et jouit d'un large pouvoir d'appréciation pour infliger une amende (ATA/163/2014 précité et les arrêts cités). La juridiction de céans ne la censure qu'en cas d'excès (ATA/160/2009 du 31 mars 2009). Enfin, l'amende doit respecter le principe de la proportionnalité (art. 36 al. 3 Cst. ; ATA/163/2014 précité et les arrêts cités).

c. Dans le cas d'espèce, et comme cela a été examiné précédemment, la recourante s'est comportée fautivement et elle a contrevenu à la législation sur la protection des eaux. L'amende est ainsi fondée dans son principe.

d. Dans sa décision du 28 août 2013, l'autorité a imputé à la recourante une violation qualifiée de son devoir de diligence et fixé en conséquence le montant de l'amende à CHF 2'000.-. Le TAPI a pour sa part estimé que l'autorité avait fait preuve de mansuétude à l'égard de la recourante. Compte tenu de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce, en particulier de l'importance des pollutions causées par les manquements de la recourante, l'autorité n'a pas fait un mauvais usage de son pouvoir d'appréciation et a respecté le principe de la proportionnalité, le montant retenu se situant dans le bas de la fourchette prévue par l'art. 122 LEaux-GE. Enfin, la recourante n'indique pas que cette amende mettrait en danger son activité ou son existence. 14) Au vu de ce qui précède, le recours sera rejeté. 15) S'agissant de C_____, elle demeure hors de cause, le recours de A_____, qui n'avait pas explicitement contesté cette conclusion du TAPI, étant quoi qu'il en soit rejeté.

- 22/23 - A/3133/2013 16) Un émoulement de CHF 2'000.- sera mis à la charge de la recourante, qui succombe (art. 87 al. 1 LPA). Une indemnité de procédure de CHF 1'500.- sera allouée à B_____ et une autre de CHF 1'000.- à l'appelée en cause, à la charge de la recourante (art. 87 al. 2 LPA), les deux ayant pris des conclusions en ce sens.

* * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.